



Jamais pressés d'agir. Toujours pressés de répondre !

secretariat.federation@ufap.fr

Pantin, le 21 août 2026

FO Justice nous a répondu le 19 août. Nous ne relèverons ni les attaques personnelles, ni les procès d'intention sur 2018 : **ils parlent d'un homme et d'il y a huit ans, nous parlons de postes et de 2026.** En revanche, leur texte contient plusieurs contradictions.

Sur les 100 postes supplémentaires de la 226^e promotion de surveillants, la prétendue explication est affligeante : leur secrétaire confédéral aurait contacté le Premier ministre « **afin de solliciter son arbitrage et soutenir la requête du cabinet et de la DGAP** ».

Tout est dit. **La demande venait du cabinet et de la DGAP. FO n'a pas porté une revendication, mais elle a soutenu celle de l'administration.**

FO se met en scène comme si elle avait arraché 100 postes

N'étant pas à une contradiction près, ils écrivent : « *FO Justice n'a pas eu besoin de recourir à des blocages [...] pour parvenir à notre réforme historique.* » Dix lignes plus bas : « **FO Justice appellera au blocage total et reconductible de l'institution.** »

Alors ? Le blocage est-il une « *mascarade* », une « *gesticulade* » qui « *met en danger les Collègues* » ou l'outil qu'ils annoncent aujourd'hui ? **On ne peut pas sanctionner en avril ce que l'on promet en août.** Nous prenons acte de leur annonce. Les personnels, eux, comptent les jours depuis le 23 avril.

LA PHRASE DE TROP : « UN PSEUDO-MOUVEMENT DONT PERSONNE NE SE SOUVIENT »

Le 27 avril 2026, **plus d'une centaine d'établissements bloqués**, une couverture nationale et internationale, France 24, Euronews, l'ensemble de la presse. Ce jour-là, des milliers de collègues étaient devant les portes, dès l'aube, à visage découvert et à leurs risques.

Écrire que « personne ne s'en souvient », ce n'est pas viser l'**UFAP UNSa Justice**, c'est mépriser ceux qui y étaient, y compris parmi les militants et sympathisants FO Justice. Chacun appréciera !

Encore un mensonge de FO Justice : « CES AVANCÉES N'ONT JAMAIS FAIT PARTIE DE LEUR PLATEFORME REVENDICATIVE »

Au lendemain du 27 avril, le cabinet a ouvert trois volets de travail : **effectifs, surpopulation pénale, soutien métier.** Les 124 postes, le plan triennal et les 100 places de la 226^e relèvent du premier. FO le sait si bien que son propre tract du 15 août les classe sous le schéma d'emplois.

Nul besoin d'épiloguer davantage face à un piètre numéro de communication et un tel flot de basses calomnies !

Le 27 avril, l'UFAP UNSa Justice était devant les portes. FO Justice écrivait qu'elle ne se prêterait pas à cette « mascarade ». Aujourd'hui, elle en revendique les résultats et annonce qu'elle fera, demain, ce qu'elle condamnait hier.

NOUS N'AVONS PAS BESOIN DE RÉÉCRIRE L'HISTOIRE. NOUS Y ÉTIIONS.

Le Secrétaire Général, Alexandre CABY

